Communiqué de presse – 4 novembre 2026

Une rentrée apaisée, c'est apporter de vraies réponses aux revendications des lycéens

Reçue par les services du président de la République, le ministre de l'Éducation nationale et les services du Premier ministre à Matignon, la FCPE nationale a porté au plus haut niveau de l'État les préoccupations des familles et les revendications exprimées par les lycéens dans le cadre de leur mobilisation. À l'issue de ces rencontres, elle exige que les échanges engagés débouchent sur des mesures concrètes.

La FCPE a rappelé une exigence fondamentale : les parents d'élèves doivent être pleinement associés aux décisions et aux concertations concernant l'avenir de l'école publique. La parole des jeunes et de leur famille doit être entendue, respectée et reconnue.

La FCPE appelle à une véritable volonté d'apaisement, qui ne peut se résumer à un simple retour en classe. Une sortie de crise durable exige du dialogue, de l'écoute, la reconnaissance de la légitimité des revendications des lycéens et des réponses politiques et éducatives concrètes.

La FCPE reconnaît et soutient la mobilisation citoyenne des lycéens ainsi que leur droit à exprimer leurs revendications. Elle rappelle toutefois que cette mobilisation doit pouvoir s'exercer dans le respect de la liberté de chacun : élèves souhaitant poursuivre leurs cours, enseignants souhaitant assurer leurs enseignements et personnels des établissements. L'expression collective et le dialogue doivent permettre à chacun de faire entendre sa voix, sans entraver l'accès aux établissements ni la continuité des apprentissages.

Au-delà des temps de mobilisation, la parole des lycéens doit également trouver toute sa place dans les instances démocratiques prévues à cet effet. La FCPE rappelle l'importance des Conseils de la vie lycéenne (CVL), véritables lieux d'expression, de dialogue et de proposition, où les élèves siègent aux côtés des équipes éducatives et des représentants des parents d'élèves. Elle demande que les représentants lycéens y soient pleinement associés, que leurs propositions soient réellement entendues, débattues et suivies d'effets. Elle appelle également les Régions, en tant que collectivités de rattachement des lycées, à prendre toute leur place dans ces instances, à participer aux échanges et à garantir la transmission et la prise en compte effective des propositions formulées. La démocratie lycéenne ne peut se limiter à une

consultation : elle doit permettre aux jeunes de participer concrètement aux décisions qui concernent leur quotidien et leur avenir.

La FCPE demande par ailleurs qu'aucune sanction ne soit prononcée à l'encontre des lycéens ayant souhaité manifester ou n'ayant pu rejoindre leur établissement en raison des conditions de mobilisation. Elle a demandé au ministre de l'Éducation nationale que des consignes claires soient données aux chefs d'établissement afin qu'ils fassent preuve de discernement dans l'appréciation des absences.

Les revendications des lycéens rejoignent des alertes portées depuis longtemps par la FCPE : manque de places dans l'enseignement supérieur, difficultés d'orientation, pression scolaire, insuffisance des moyens humains et financiers et dégradation du bâti scolaire. À ce jour, les annonces gouvernementales restent insuffisantes au regard des attentes exprimées. L'accès à l'enseignement supérieur doit être garanti à tous les jeunes, avec des capacités d'accueil adaptées à leurs aspirations et à leurs projets. Les collectivités territoriales doivent également bénéficier de dotations suffisantes pour rénover les établissements scolaires, sans être contraintes de recourir à l'emprunt.

Les échanges à l'Élysée ont permis d'ouvrir des perspectives, notamment sur la participation des représentants des parents d'élèves aux groupes de travail, la question des sanctions disciplinaires, la transparence sur l'état du bâti scolaire et une meilleure communication avec les familles.

La rencontre avec les services du Premier ministre à Matignon a permis de poursuivre ce dialogue et de rappeler l'urgence d'apporter des réponses concrètes aux difficultés rencontrées par les lycéens et leurs familles. La FCPE a réaffirmé la nécessité d'associer pleinement les parents d'élèves aux concertations et aux décisions concernant l'avenir de l'école publique.

La FCPE restera vigilante quant à la concrétisation des échanges engagés à l'Élysée et à Matignon. Elle continuera à défendre une école publique ambitieuse, démocratique et émancipatrice, qui donne à chaque élève les moyens d'apprendre, de réussir et de construire librement son avenir.

Pour la FCPE, l'apaisement ne peut se construire sans reconnaissance, ni le dialogue sans engagements. Il ne s'agit pas seulement de mettre fin à une mobilisation, mais bien de répondre aux difficultés profondes qui l'ont fait naître.

Une sortie de crise durable exige des actes forts, des engagements politiques clairs et une véritable reconnaissance de la parole des lycéens et de leurs parents.

Contact presse :
Laurence Guillermou : 06 82 81 40 82 / fcpecom@fcpe.asso.fr